



SNE - SNUITAM



FSU - MEDDE / METL

## Déclaration CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR le 9 octobre 2015

Mesdames, Messieurs,

Pour commencer ce CCAS nous avons une pensée pour la famille et les collègues de Pascal Lemoine, président du CLAS de la DREAL Picardie, disparu tragiquement cet été.

La CGT et la FSU souhaitent également exprimer leur solidarité avec les collègues actifs et retraités et leurs familles, touchés par les inondations meurtrières de ces derniers jours. À l'instar de ce que la DGAFP a annoncé hier avec un déblocage de crédits d'urgence pour les sinistrés, nous demandons quelles mesures le ministère compte mettre en place pour venir en aide aux agents qui seraient concernés et si un recensement a déjà pu être effectué.

Par ailleurs, la réforme territoriale en cours qui va entraîner de nouvelles restructurations est génératrice d'insécurité et de souffrance pour les agents avec des discours contradictoires entre le niveau ministériel et les directions régionales qui semblent être plus aux ordres des préfets que de leur ministère de tutelle.

La CGT et la FSU rappellent que ces fusions unilatérales de services vont à l'encontre de la mise en œuvre des politiques portées par notre ministère en cohérence avec la diversité locale des territoires et dénoncent les conditions dans lesquelles sont traités les personnels, de l'encadrement aux agents de catégorie C qui n'ont aucune visibilité sur leur avenir professionnel et personnel.

Dans le domaine de l'action sociale, quel avenir et quel fonctionnement pour les CLAS des DREAL et pour les CRCAS dans les régions fusionnées ? Pensez-vous faire comme la DGAFP avec les SRIAS, un maintien pour 2016 de la situation existante ? Nous demandons qu'une réunion de travail avec la DRH soit organisée rapidement.

C'est dans ce climat dégradé que nous voyons l'action sociale se déliter un peu plus chaque jour tant sur le plan budgétaire que sur le plan du temps accordé aux présidents et membres des CLAS et des associations œuvrant pour l'action sociale au sein des services.

A l'heure où le projet de budget 2016 va être débattu à l'Assemblée Nationale, la CGT et la FSU rappellent l'insuffisance des crédits quasi entièrement consacrés à la restauration collective et souhaitent connaître si

des crédits spécifiques seront dédiés aux mesures d'accompagnement nécessaires, liées aux réorganisations car nous n'accepterons pas que ce soit l'action sociale qui en fasse les frais.

Il n'en reste pas moins que les demandes que nous formulons à chaque CCAS demeurent et particulièrement en ce qui concerne un prêt pour l'accession ou l'amélioration de l'habitat.

Le montant des crédits CIL reste largement en deçà des besoins pour organiser des actions collectives touchant l'ensemble des agents actifs et retraités et leurs familles dans tous les services.

L'éloignement de nombreux agents de lieux de restauration conventionnés et particulièrement de RA ou de RIA continue à pénaliser les personnels soit par la différence de mode d'accès à la restauration soit par le coût restant à leur charge.

L'accès à des logements sociaux ou à des places en crèches réservés aux agents du MEDDE est quasi inexistant dans de nombreuses régions et les attributions sur les quotas interministériels sont aussi nettement insuffisants.

Le démantèlement du ministère avec la multiplication des EP (établissements publics) entraîne des différences de traitement des agents concernant l'action sociale : certains EP géreront une action sociale qui leur est propre, d'autres continueront avec l'action sociale commune au MEDDE/MLETR et d'autres encore laissent leurs agents quasiment sans action sociale ni ministérielle ni interministérielle.

Nous avons interpellé le ministère à plusieurs reprises sur le suivi post professionnel pour tous les retraités y compris ceux qui n'ont pas été exposés aux produits CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) car aujourd'hui la médecine de prévention est en berne dans certains départements voire inexistante . Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Il est bien évident qu'au niveau local nous ne pouvons déployer efficacement l'action sociale si dans certains services il y a encore des présidents de CLAS à 0%, 10% voire sans président. Comment au niveau national comptez-vous faire appliquer les arrêtés ministériels qui précisent une décharge d'activité à 50 % au minimum pour les présidents de CLAS ?

Les conseillers sociaux, les secrétaires généraux et les DRH se succèdent en rappelant constamment que l'action sociale est une priorité dans ce ministère. Permettez-nous d'exprimer à nouveau notre exigence de voir traduire par des actes et par une dotation budgétaire suffisante, ces déclarations qui sont jusqu'à présent restées sans amélioration pour les personnels.

La CGT et la FSU continueront dans les prochains mois à défendre les acquis existants en matière d'action sociale et de patrimoine immobilier et à exiger aux côtés des agents, de nouvelles prestations.

Les représentants CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR.